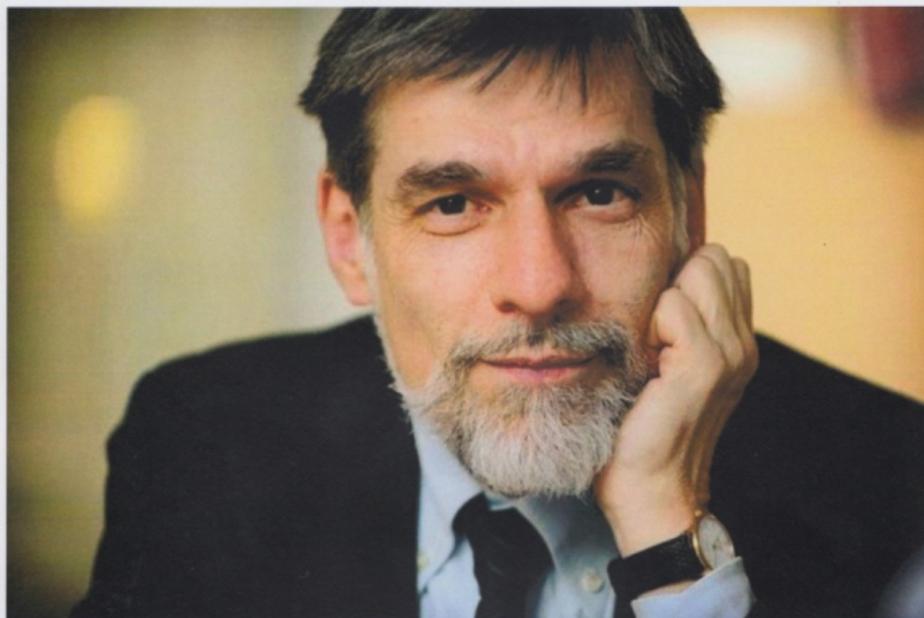


DÉMISSION DE MARK MULLER

## Le Parti socialiste choisira son candidat le 24 mars

Par Mabut Jean-François. Mis à jour le 27.02.2012 **20 Commentaires**

Le comité directeur du Parti socialiste avait envisagé l'hypothèse de la démission du ministre PLR. Les candidats ont dix jours pour s'annoncer.



### SONDAGE

Mark Muller a-t-il pris la bonne décision?

- Oui  
 Non  
 Je ne sais pas

Voter

Pour le Parti socialiste, la démission de **Mark Muller** est une aubaine. Il a toutes les chances de retrouver son deuxième siège perdu en 2009 au profit de Michèle Künzler, les Verts ayant conquis un deuxième mandat au détriment de la candidate PS Véronique Pürro. Dans la foulée, la gauche pourrait retrouver la majorité au Conseil d'Etat.

## Dossiers

### Mark Muller démissionne

**Mark Muller: «Certaines personnes ont cherché à me nuire»**

**Le PLR fâché contre le Conseil d'Etat et les médias**

**Le Conseil d'Etat prend acte de la démission de Mark Muller**

## Articles en relation

**Pierre Maudet peut-il sauver le Parti libéral-radical?**

**Projet d'agglomération: «Cela risque d'être court pour se réorganiser»**

**Une élection partielle fin mai au Conseil d'Etat?**

**Sous pression, Mark Muller jette l'éponge**

**Eric Stauffer veut devenir ministre de la Sécurité**

**La socialiste Anne Emery-Torracinta se lance au Conseil d'Etat**

**Carole-Anne Kast candidate au gouvernement**

## Pas de lobbyiste au gouvernement

Le président des Verts Yvan Rochat estime que «la démission du conseiller d'Etat Mark Muller marque la fin d'un épisode assez malheureux de la politique genevoise». En s'enfermant dans le mensonge, le magistrat PLR a décrédibilisé la fonction, le gouvernement et la politique en général. «Il manque de vision de la dimension symbolique des choses», a relevé M. Rochat interrogé par l'ATS. L'élu de Vernier recommande au PLR d'éviter de chercher à mettre des lobbyistes au gouvernement. Les Verts n'ont pas l'intention de présenter un candidat au gouvernement étant donné qu'ils ont déjà deux conseillers d'Etat. Seule une assemblée générale de parti peut prendre cette décision.

Le PLR annonce une conférence de presse cet après-midi. Initialement destinée à répondre à la plainte d'Eric Stauffer contre le député Pierre Weiss, arrosé par le patron du MCG vendredi soir au Grand Conseil, la communication du PLR portera sans doute davantage sur la démission du conseiller d'Etat Mark Muller.

Le congrès du PSG aura lieu le 24 mars. C'est donc à cette date que l'assemblée choisira son champion. «La parité n'est pas une règle absolue pour le Conseil d'Etat même si une candidature féminine apparaît plus probable», indique Arnaud Moreillon, secrétaire du PSG.

«Il est trop tôt pour une déclaration, mais en tant que président je ne serais sans doute pas candidat», indique René Longet. Le patron du PS abandonnera son mandat le 24 mars. Il se réjouit de pouvoir compter sur une dizaine de candidats de qualité. «Le PLR ne peut pas en dire autant», remarque-t-il.

## Une dizaine de candidats socialistes

En tête des papables figure Anne Emery Torracinta. **La vice-présidente du PS a annoncé sa candidature peu après midi.** Elle avait tenté en vain d'être sur le ticket socialiste en 2009 avant d'être évincée par Véronique Pürro. Le nom de cette dernière n'est pas cité dans les premiers candidats. D'autres noms sont évoqués: la conseillère aux Etats Liliane Maury Pasquier et la ministre des Finances de la Ville de Genève **Sandrine Salerno. Carole-Anne Kast, maire d'Onex, a déclaré son intérêt.** Parmi les hommes, les noms des conseillers nationaux Carlo Sommaruga et Manuel Tornare sont cités tout comme ceux du maire de Vernier Thierry Apothéloz ou encore ceux de Jean-Charles Rielle. Quant à Christian Brunier, il fait savoir dans l'après-midi qu'il renonçait à se présenter, afin que soit réalisé le principe de la parité.

## Stauffer n'est pas un candidat légitime

«Cette affaire n'est pas glorieuse pour la République, la

**Mots-clés****Mark Muller****Sandrine Salerno****Conseil d'Etat genevois****Démission de Mark Muller**

démission de Mark Muller suite à l'agression contre le barman du MâD prive Genève d'un bilan politique du chef des Infrastructures et du Logement», commente encore René Longet. Le PS ne briguera pas en particulier un département. Notre candidat sera membre du gouvernement et défendra une politique.

Le président du PS conteste la prétention d'Eric Stauffer de devenir ministre de la Sécurité. Il estime que le tribun d'onex n'a guère de légitimité de briguer un siège au Conseil d'Etat après ce qui s'est passé vendredi soir au Grand Conseil: «Par deux fois déjà le leader du MCG a démontré son caractère irascible. Dès qu'on évoque son passé, il est incapable de se maîtriser et en vient aux mains, un comportement que les Genevois sanctionneront, conclut René Longet, qui voit l'affaire du verre d'eau un peu comme un signe du destin.»

(TDG)

Créé: 27.02.2012, 11h19

[Voir tous les commentaires](#)